

L'austérité est de retour sur la table.



NO TO AUSTERITY



Communiqué de presse EPSU, Bruxelles, 23 avril 2024

Aujourd'hui, le Parlement européen a voté en faveur de "nouvelles règles fiscales". Ces règles signifient que les États membres de l'UE devront réduire leurs budgets de plus de 100 milliards d'euros par an à partir de 2025 ou augmenter le montant équivalent de leurs propres ressources.

Jan Willem Goudriaan, secrétaire général de l'EPSU: *"Aujourd'hui est un triste jour pour l'UE. La pandémie mondiale a montré le rôle clé que les services publics tels que la santé et les soins jouent dans nos sociétés - et les dommages à long terme des mesures d'austérité. Le vote d'aujourd'hui nous renvoie à la case départ avec ces "nouvelles règles budgétaires".*

Ces mesures signifient que de nombreux pays devront réduire le nombre d'infirmières, de pompiers, de travailleurs sociaux, d'inspecteurs des impôts, etc., alors que les services publics souffrent déjà d'une pénurie de personnel.

*L'austérité n'a pas fonctionné comme un remède pendant la crise financière et économique – mais a lancé de nombreux pays dans la récession et a créé des ondes de choc dont l'Europe est encore sous le choc.
Nous n'avons rien appris.*

L'Europe a besoin de plus de fonds publics et d'investissements dans les services publics pour protéger les droits énoncés dans le socle européen des droits sociaux, comme le droit à la santé. Tous les sondages importants montrent que ce sont les choses qui se soucient des

Européens. Et pourtant, la majorité du Parlement européen a choisi de suivre la mauvaise voie de l'austérité programmée et coordonnée.»

La FSESP poursuivra sa résistance et s'emploiera à présenter les preuves de l'impact négatif de l'austérité. Nous préconisons une fiscalité équitable pour fournir des ressources adéquates à nos services publics.